

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

23 mars 2021

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code pénal social
en ce qui concerne les pouvoirs spécifiques
des inspecteurs sociaux
en matière de constatations
relatives à la discrimination**

**AVIS DE L'AUTORITÉ DE PROTECTION
DES DONNÉES
N° 33/2021 DU 18 MARS 2021**

Voir:

Doc 55 **1457/ (2019/2020)**:
001: Proposition de loi de Mme Lanjri.
002: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

23 maart 2021

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Sociaal Strafwetboek
wat betreft de bijzondere bevoegdheden
van de sociaal inspecteurs
op het vlak van de vaststellingen
inzake discriminatie**

**ADVIES VAN DE
GEGEVENSBESCHERMINGSAUTORITEIT
NR. 33/2021 VAN 23 MAART 2021**

Zie:

Doc 55 **1457/ (2019/2020)**:
001: Wetsvoorstel van mevrouw Lanjri.
002: Amendementen.

04307

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Avis n° 33/2021 du 18 mars 2021

Objet : Avis conjoint sur la proposition de loi *modifiant le Code pénal social en vue d'attribuer aux inspecteurs sociaux un pouvoir supplémentaire afin de permettre la détection proactive de certaines formes de discrimination sur le marché de l'emploi (CO-A-2021-017)* et la proposition de loi *modifiant le Code pénal social en ce qui concerne les pouvoirs spécifiques des inspecteurs sociaux en matière de constatations relatives à la discrimination (CO-A-2021-018)*

L'Autorité de protection des données (ci-après l' "Autorité") ;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier les articles 23 et 26 (ci-après "la LCA") ;

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE* (Règlement général sur la protection des données, ci-après "le RGPD") ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après "la LTD") ;

Vu la demande d'avis de Madame Éliane Tillieux, Présidente de la Chambre, reçue le 27/01/2021 ;

Vu le rapport de Madame Alexandra Jaspar, Directrice du Centre de Connaissances de l'Autorité de protection des données ;

Émet, le 18 mars 2021, l'avis suivant :

I. OBJET DES DEMANDES D'AVIS

1. Madame Éliane Tillieux, Présidente de la Chambre (ci-après : le demandeur) a sollicité le 27/01/2021 l'avis de l'Autorité sur la proposition de loi *modifiant le Code pénal social en vue d'attribuer aux inspecteurs sociaux un pouvoir supplémentaire afin de permettre la détection proactive de certaines formes de discrimination sur le marché de l'emploi* et la proposition de loi *modifiant le Code pénal social en ce qui concerne les pouvoirs spécifiques des inspecteurs sociaux en matière de constatations relatives à la discrimination*.
2. Vu la nature et le contexte similaires des deux demandes d'avis, l'Autorité a décidé de traiter conjointement ces demandes.
3. Concrètement, les propositions de loi visent (chacune séparément) à modifier l'article 42/1 du *Code pénal social* relatif aux pouvoirs spécifiques des inspecteurs sociaux en matière de constatations relatives à la discrimination. L'article 42/1 du *Code pénal social* définit les modalités pour le recours à ce que l'on appelle les "mystery calls" (appels mystère)¹.
4. Comme le font toutefois remarquer les auteurs des deux propositions, la pratique montre que le libellé actuel de l'article 42/1 du *Code pénal social* complique fortement le recours au *mystery calling*. Premièrement, il découle de l'article 42/1, § 1^{er} du *Code pénal social* que l'intervention d'un inspecteur social n'est possible que lorsqu'une plainte ou un signalement de discrimination est également soutenu(e) par des résultats de datamining et de datamatching. Or ceci n'est pas toujours possible car le système de datamining et de datamatching ne se trouve qu'à un stade très précoce ; les données sont particulièrement diffuses et limitées (vu l'absence notamment de données d'autorités publiques concernant la phase pré-contractuelle où se produisent souvent les actes discriminatoires). L'article 42/1 du *Code pénal social* doit donc être adapté afin que l'intervention de l'inspecteur social soit déjà possible suite à une plainte ou à un signalement ou sur la base d'indications objectives.
5. Deuxièmement, lors de la réalisation de tests de situation, l'inspecteur social devra utiliser le cas échéant un faux nom, une fausse signature, un faux diplôme ou un faux numéro BCE. À cette fin, il est nécessaire que dans le cadre de leur mission, les inspecteurs sociaux soient exemptés de toute peine. Actuellement, les 1^{er} et 2^e alinéas de l'article 42/1, § 3 du *Code pénal social* prévoient que *"Sont exemptés de peine, les inspecteurs sociaux qui, dans le cadre de leur mission et en vue de la réussite de celle-ci ou afin de garantir leur propre sécurité, commettent des faits punissables"*.

¹ D'après l'article 42/1 du *Code pénal social*, le *mystery calling* ou *shopping* concerne la possibilité pour les inspecteurs sociaux de se présenter dans certains cas comme des clients, des clients potentiels, des travailleurs ou des travailleurs potentiels, pour vérifier si une discrimination fondée sur un critère protégé a été ou est commise.

absolument nécessaires avec l'accord exprès et préalable de l'auditeur du travail ou du procureur du Roi.

Ces faits punissables ne peuvent pas être plus graves que ceux pour lesquels la méthode de recherche est mise en œuvre et ils doivent être nécessairement proportionnels à l'objectif visé".

En tenant compte du fait que les peines prévues en cas de port de faux nom ou de faux en écriture atteignent bien vite 5 à 10 ans d'emprisonnement et que la discrimination n'est quant à elle punissable que d'une amende et d'un emprisonnement d'1 an maximum, les auteurs des deux propositions de loi affirment que le passage souligné du 2^e alinéa doit être supprimé afin de garantir l'exemption de peine.

6. Troisièmement, on attire l'attention sur le fait que dans le cadre de l'intervention administrative, il n'est pas habituel de devoir obtenir l'autorisation préalable d'une autorité judiciaire pour pouvoir recourir à des outils de recherche spécifiques. Vu les garanties déjà offertes par le *Code pénal social*, l'autorisation préalable obligatoire de l'auditeur du travail est disproportionnée et ralentit et complique fortement le recours au *mystery calling*, alors que celui-ci sera souvent nécessaire pour réagir rapidement.
7. Enfin, il découle de l'article 42/1, § 5, 2^e alinéa que le recours au *mystery calling* n'est possible que si les constats visés ne peuvent être réalisés d'une autre façon (subsidiarité). Ceci affecte le potentiel du *mystery calling* car les constats effectués pourraient plutôt servir de point de départ à une enquête à l'issue de laquelle le dossier pourrait être poursuivi avec les pouvoirs ordinaires.

II. EXAMEN QUANT AU FOND

8. Bien que les deux propositions de loi visent un même résultat, à savoir le recours effectif et efficace aux *mystery calls* dans le cadre de la lutte contre la discrimination, il a été décidé au niveau du parlement d'introduire deux propositions de loi différentes.
9. Conformément à l'article 2 de la proposition de loi *modifiant le Code pénal social en vue d'attribuer aux inspecteurs sociaux un pouvoir supplémentaire afin de permettre la détection proactive de certaines formes de discrimination sur le marché de l'emploi*, l'article 42/1 du *Code pénal social* est remplacé par ce qui suit :

"Art. 42/1. Les pouvoirs particuliers en matière de discrimination

Les inspecteurs sociaux peuvent approcher une entreprise en se présentant comme des clients ou clients potentiels, sans devoir communiquer leur qualité et le fait que les constatations faites à cette occasion peuvent être utilisées pour l'exercice de la surveillance dans le cadre des lois suivantes :

— loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination ;

- loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes ;
- loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie.

Sont exemptés de peine, les inspecteurs sociaux qui commettent dans ce cadre des infractions absolument nécessaires. La personne concernée ou les personnes concernées faisant l'objet des constatations ne peuvent être provoquées au sens de l'article 30 du titre préliminaire du Code d'Instruction criminelle.

Ce pouvoir peut uniquement être exercé s'il est nécessaire à l'exercice de la surveillance afin de pouvoir constater les circonstances qui sont d'application pour les clients habituels ou potentiels."

10. La proposition de loi *modifiant le Code pénal social en ce qui concerne les pouvoirs spécifiques des inspecteurs sociaux en matière de constatations relatives à la discrimination* vise par contre la modification suivante de l'article 42/1 du *Code pénal social* :

"Les pouvoirs particuliers en matière de discrimination

*§ 1^{er}. En vue de la recherche et de la constatation des infractions relatives à la législation antidiscrimination et à ses arrêtés d'exécution, les inspecteurs sociaux ont le pouvoir en présence d'indications objectives de discrimination, à la suite d'une plainte ou d'un signalement, **ou sur la base de résultats de datamining et de datamatching**, de se présenter comme des clients, des clients potentiels, des travailleurs ou des travailleurs potentiels, pour vérifier si une discrimination fondée sur un critère protégé légalement a été ou est commise.*

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 3, il est interdit aux inspecteurs sociaux chargés d'exécuter les pouvoirs particuliers en matière de discrimination visés au § 1^{er}, de commettre des faits punissables dans le cadre de leur mission.

§ 3. Sont exemptés de peine, les inspecteurs sociaux qui, dans le cadre de leur mission et en vue de la réussite de celle-ci ou afin de garantir leur propre sécurité, commettent des faits punissables absolument nécessaires avec l'accord exprès et préalable de l'auditeur du travail ou du procureur du Roi.

Ces faits punissables ne peuvent pas être plus graves que ceux pour lesquels la méthode de recherche est mise en œuvre et ils doivent être nécessairement proportionnels à l'objectif visé.

Le magistrat qui autorise un inspecteur social à commettre des faits punissables dans le cadre de l'exécution des pouvoirs particuliers en matière de discrimination visés au paragraphe 1^{er}, est exempté de peine.

~~§ 4. Il ne peut être procédé à l'exécution des pouvoirs particuliers en matière de discrimination visés au § 1^{er}, qu'après l'accord préalable et écrit de l'auditeur du travail ou du procureur du Roi. Cet accord a trait également aux faits punissables absolument nécessaires et à l'autorisation de ceux-ci, comme visés au § 3.~~

~~Toutes les actions entreprises lors de la recherche et leurs résultats doivent être consignés dans un rapport et communiqués à l'auditeur du travail ou au procureur du Roi.~~

§ 5. La personne ou les personnes concernées faisant l'objet des constatations ne peuvent pas être provoquées au sens de l'article 30 du titre préliminaire du Code d'Instruction criminelle. La méthode de recherche doit se limiter à créer l'occasion de mettre à jour une pratique discriminatoire. Ce pouvoir peut uniquement être exercé s'il est nécessaire à l'exercice de la surveillance afin de pouvoir constater les circonstances qui sont d'application pour des clients habituels, des clients potentiels, des travailleurs ou des travailleurs potentiels ~~et si ces constats ne peuvent pas être réalisés d'une autre façon~~. Il ne peut pas avoir pour effet de créer une pratique discriminatoire alors qu'il n'y avait aucun indice sérieux de pratiques qu'on puisse qualifier de discrimination directe ou indirecte."

11. L'Autorité observe que les deux propositions en tant que telles n'ont pas d'impact substantiel sur le traitement de données allant de pair avec le recours aux *mystery calls*, conformément à l'article 42/1 du Code pénal social, tel qu'inséré par la loi du 15 janvier 2018 *portant des dispositions diverses en matière d'emploi*. En effet, les éléments essentiels du traitement de données en question demeurent inchangés. En ce qui concerne en particulier la limitation des droits des personnes concernées, conformément à l'article 23 du RGPD, qui peut éventuellement intervenir, l'Autorité prend acte des articles 100/14, 100/15, 100/16 et 100/17 du *Code pénal social*.
12. Pour le reste, il n'appartient pas à l'Autorité de se prononcer quant à l'opportunité sur le fond/sur la forme d'une proposition de loi plutôt que l'autre.

**PAR CES MOTIFS,
l'Autorité**

ne formule aucune remarque sur les propositions de loi soumises pour avis, vu qu'en tant que telles, elles n'ont aucun impact substantiel sur le traitement de données à caractère personnel sous-jacent.



Alexandra Jaspar
Directrice du Centre de Connaissances





Autorité de protection des données
Gegevensbeschermingsautoriteit

Advies nr. 33/2021 van 18 maart 2021

Betreft: Gebundeld advies m.b.t. het wetsvoorstel *tot wijziging van het Sociaal Strafwetboek met het oog op de invoering van een bijkomende bevoegdheid voor de sociaal inspecteurs teneinde een proactieve detectie van vormen van discriminatie op de arbeidsmarkt mogelijk te maken* (CO-A-2021-017) en, het wetsvoorstel *tot wijziging van het Sociaal Strafwetboek wat betreft de bijzondere bevoegdheden van de sociaal inspecteurs op het vlak van de vaststellingen inzake discriminatie* (CO-A-2021-018)

De Gegevensbeschermingsautoriteit (hierna de "Autoriteit");

Gelet op de wet van 3 december 2017 *tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit*, inzonderheid op artikelen 23 en 26 (hierna "WOG");

Gelet op de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG* (hierna "AVG");

Gelet op de wet van 30 juli 2018 *betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens* (hierna "WVG");

Gelet op het verzoek om advies van mevrouw Eliane Tillieux, Kamervoorzitter, ontvangen op 27/01/2021;

Gelet op het verslag van mevrouw Alexandra Jaspar, Directeur van het Kenniscentrum van de Gegevensbeschermingsautoriteit ;

Brengt op 18 maart 2021 het volgende advies uit:

I. ONDERWERP VAN DE ADVIESAANVRAGEN

1. Mevrouw Eliane Tillieux, Kamervoorzitter, (hierna: de aanvrager) verzocht op 27/01/12 het advies van de Autoriteit inzake het wetsvoorstel tot wijziging van het Sociaal Strafwetboek met het oog op de invoering van een bijkomende bevoegdheid voor de sociaal inspecteurs teneinde een proactieve detectie van vormen van discriminatie op de arbeidsmarkt mogelijk te maken en het wetsvoorstel tot wijziging van het Sociaal Strafwetboek wat betreft de bijzondere bevoegdheden van de sociaal inspecteurs op het vlak van de vaststellingen inzake discriminatie.
2. Rekening houdend met de gelijklopende aard en context van de beide adviesaanvragen heeft de Autoriteit besloten om deze gebundeld te behandelen.
3. Concreet bogen de wetsvoorstellen (elk afzonderlijk) de wijziging van artikel 42/1 van het Sociaal Strafwetboek betreffende de bijzondere bevoegdheid van de sociaal inspecteurs inzake discriminatie. Artikel 42/1 *Sociaal Strafwetboek* bepaalt de modaliteiten voor het uitvoeren van zogenaamde "*mystery calls*"¹.
4. Zoals wordt aangehaald evenwel door de auteurs van de beide voorstellen leert de praktijk dat de huidige libellering van artikel 42/1 *Sociaal Strafwetboek* het inzetten van *mystery calling* danig bemoeilijkt. Ten eerste volgt uit artikel 42/1, §1 *Sociaal Strafwetboek* dat het optreden van een sociaal inspecteur slecht mogelijk is wanneer een klacht of melding van discriminatie tevens ondersteund wordt door de resultaten van datamining en datamatching. Zulks is evenwel niet steeds mogelijk aangezien het systeem voor datamining en datamatching zich in een zeer pril stadium bevindt; de data zijn bijzonder verspreid en beperkt (mede aangezien er geen overheidsdata bestaan over de precontractuele fase, waar de discriminatoire handelingen zich vaak voordoen). Artikel 42/1 *Sociaal Strafwetboek* dient aldus aangepast worden zodanig dat het optreden van de sociaal inspecteur reeds mogelijk is na een klacht of melding, of op grond van objectieve aanwijzingen.
5. In tweede instantie zal de sociaal inspecteur bij het uitvoeren van praktijktesten desgevallend een valse naam, handtekening, diploma of KBO-nummer moeten gebruiken. Daartoe is het noodzakelijk dat de sociale inspecteurs binnen het kader van hun opdracht vrijgesteld worden van enige strafvordering. Momenteel bepaalt artikel 42/1, §3, 1^e en 2^e lid *Sociaal Strafwetboek*: "*Blijven vrij van straf, de sociaal inspecteurs die, in het kader van hun opdracht en met het oog op het*

¹ Mystery calling of shopping overeenkomstig artikel 42/1 Sociaal Strafwetboek betreft de bevoegdheid voor sociale inspecteurs om zich in bepaalde gevallen voor te doen als klanten, potentiële klanten, werknemers, of potentiële werknemers om na te gaan of op grond van een wettelijk beschermd criterium gediscrimineerd werd of wordt.

welslagen ervan of ter verzekering van hun eigen veiligheid, strikt noodzakelijke strafbare feiten plegen met het uitdrukkelijk en voorafgaand akkoord van de arbeidsauditeur of de procureur des Konings.

Die strafbare feiten mogen niet ernstiger zijn dan die waarvoor de opsporingsmethode wordt aangewend en moeten noodzakelijkerwijs evenredig zijn met het nagestreefde doel."

Rekening houdend met het feit dat de strafmaat op valse naamdracht of valsheid in geschrifte al snel 5 tot 10 jaar gevangenisstraf bedraagt en dat de strafmaat op discriminatie zich beperkt tot een boete en een maximale gevangenisstraf van 1 jaar stellen de auteurs van de beide wetsvoorstellen dat de onderstreepte passage uit het 2^e lid geschrapt moet worden teneinde de vrijstelling van strafvordering voor de sociaal inspecteurs te waarborgen.

6. Ten derde wordt erop gewezen dat het in het kader van administratiefrechtelijk optreden niet gebruikelijk is dat er voorafgaand toestemming nodig is van een gerechtelijke overheid voor het inzetten van bepaalde onderzoeksinstrumenten. Gezien de waarborgen die het Sociaal Strafwetboek reeds biedt is de verplichte voorafgaande machtiging van de arbeidsauditeur disproportioneel en leidt zij tot een ernstige vertraging en bemoeilijking van de inzet van *mystery calling*, waar het vaak noodzakelijk zal zijn om kort op de bal te spelen.
7. Tot slot volgt het uit artikel 42/1, §5, 2^e lid dat *mystery calling* slechts mag en kan gebruikt worden in zoverre de beoogde vaststellingen niet op een andere manier kunnen gebeuren (subsidiariteit). Zulks ondermijnt het potentieel van *mystery calling* daar de gedane vaststellingen eerder als beginpunt van het onderzoek zouden kunnen dienen waarna het dossier verder kan worden opgevolgd aan de hand van de gewone bevoegdheden.

II. ONDERZOEK TEN GRONDE

8. Hoewel de beide wetsvoorstellen aldus eenzelfde resultaat nastreven, namelijk de effectieve en doeltreffende inzet van *mystery calls* in het kader van de strijd tegen discriminatie, werd er op het niveau van het parlement alsnog voor geopteerd om twee verschillende wetsvoorstellen in te dienen.
9. Overeenkomstig artikel 2 van het wetsvoorstel *tot wijziging van het Sociaal Strafwetboek met het oog op de invoering van een bijkomende bevoegdheid voor de sociaal inspecteurs teneinde een proactieve detectie van vormen van discriminatie op de arbeidsmarkt mogelijk te maken* wordt het artikel 42/1 *Sociaal Strafwetboek* als volgt vervangen:

"Art. 42/1. Bijzondere bevoegdheid inzake discriminatie

De sociaal inspecteurs mogen een onderneming benaderen door zich voor te doen als cliënten of potentiële cliënten, zonder dat zij hun hoedanigheid en de omstandigheid dat de bij deze

gelegenheid gedane vaststellingen kunnen worden aangewend voor de uitoefening van het toezicht van de volgende wetten, moeten meedelen:

- *de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie;*
- *de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen;*
- *de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden.*

Blijven vrij van straf, de sociaal inspecteurs die in dat kader strikt noodzakelijke strafbare feiten plegen. De betrokken persoon of personen waarbij vaststellingen worden gedaan mogen niet worden geprovoceerd in de zin van artikel 30 van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering.

Deze bevoegdheid kan enkel worden uitgeoefend indien het voor de uitoefening van het toezicht noodzakelijk is om de reële omstandigheden die gelden voor gewone cliënten of potentiële cliënten te kunnen vaststellen.”

10. Het wetsvoorstel *tot wijziging van het Sociaal Strafwetboek wat betreft de bijzondere bevoegdheden van de sociaal inspecteurs op het vlak van de vaststellingen inzake discriminatie* daarentegen beoogt de volgende wijziging van artikel 42/1 *Sociaal Strafwetboek*:

“Bijzondere bevoegdheid inzake discriminatie

*§ 1. Met het oog op het opsporen en vaststellen van inbreuken op de antidiscriminatie wetgeving en zijn uitvoeringsbesluiten, hebben de sociaal inspecteurs de bevoegdheid om, bij objectieve aanwijzingen van discriminatie, na een klacht of een melding **of op basis van resultaten van datamining en datamatching**, zich voor te doen als klanten, potentiële klanten, werknemers of potentiële werknemers om na te gaan of op grond van een wettelijk beschermd criterium gediscrimineerd werd of wordt.*

§ 2. Onverminderd paragraaf 3 is het de sociaal inspecteurs, belast met de uitvoering van de bijzondere bevoegdheid inzake discriminatie zoals bedoeld in paragraaf 1, verboden in het kader van hun opdracht strafbare feiten te plegen.

§ 3. Blijven vrij van straf, de sociaal inspecteurs die, in het kader van hun opdracht en met het oog op het welslagen ervan of ter verzekering van hun eigen veiligheid, strikt noodzakelijke strafbare feiten plegen met het uitdrukkelijk en voorafgaand akkoord van de arbeidsauditeur of de procureur des Konings.

Die strafbare feiten ~~mogen niet ernstiger zijn dan die waarvoor de opsporingsmethode wordt aangewend~~ en moeten noodzakelijkerwijs evenredig zijn met het nagestreefde doel.

Blijft vrij van straf de magistraat die machtiging verleent aan een sociaal inspecteur tot het plegen van strafbare feiten in het kader van de uitoefening van de bijzondere bevoegdheid inzake discriminatie zoals bedoeld in paragraaf 1.

~~§ 4. De uitoefening van de bijzondere bevoegdheid inzake discriminatie zoals bedoeld in § 1 kan slechts gebeuren na een schriftelijk en voorafgaand akkoord van de arbeidsauditeur of de~~

Advies 33/2021 - 5/5

~~procureur des Konings. Dit akkoord heeft eveneens betrekking op de strikt noodzakelijke strafbare feiten en de machtiging daartoe, zoals bedoeld in § 3.~~

~~Alle acties ondernomen tijdens de opsporing en de resultaten ervan worden opgetekend in een verslag en worden meegedeeld aan de arbeidsauditeur of de procureur des Konings.~~

§ 5. De betrokken persoon of personen waarbij vaststellingen worden gedaan, mogen niet worden geprovoceerd in de zin van het artikel 30 van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering.

De opsporingsmethode moet zich beperken tot het creëren van de gelegenheid om een discriminerende praktijk aan het licht te brengen. Deze bevoegdheid kan enkel worden uitgeoefend indien het voor de uitoefening van het toezicht noodzakelijk is om de reële omstandigheden die gelden voor gewone klanten, potentiële klanten, werknemers of potentiële werknemers te kunnen vaststellen en indien deze vaststellingen niet op een andere manier kunnen gebeuren. Zij mag niet tot gevolg hebben dat een discriminerende praktijk gecreëerd wordt terwijl er geen ernstige aanwijzing was van praktijken die men kan bestempelen als directe of indirecte discriminatie."

11. De Autoriteit bemerkt dat de beide voorstellen als zodanig geen wezenlijke invloed hebben op de gegevensverwerking die gepaard gaat met het uitvoeren van *mystery calls* overeenkomstig artikel 42/1 *Sociaal Strafwetboek* zoals ingevoegd bij de wet van 15 januari 2018 houdende diverse bepalingen inzake werk. Immers, de wezenlijke elementen van de onderhavige gegevensverwerking blijven ongewijzigd. In het bijzonder voor wat betreft de beperking van de rechten van de betrokkenen overeenkomstig artikel 23 AVG die desgevallend plaats kan vinden, neemt de Autoriteit akte van de artikelen 100/14, 100/15, 100/16 en 100/17 *Sociaal Strafwetboek*.
12. Voor het overige is het niet de taak van de Autoriteit om zich uit te spreken over de inhoudelijke/vormelijke wenselijkheid van het ene wetsvoorstel boven het andere.

OM DEZE REDENEN,

De Autoriteit

maakt geen opmerkingen bij de ter advies voorgelegde wetsvoorstellen daar zij als zodanig geen wezenlijke invloed hebben op de onderliggende verwerking van persoonsgegevens.



Alexandra Jaspar
Directeur van het Kenniscentrum

